

Un demi-million de clandestins soignés chaque année en France

Article rédigé par *Causeur*, le 14 septembre 2021

Source [Causeur] Une tribune libre de Nicolas Bay (RN). L'OMS proclame un droit universel à la santé. Si le bien-fondé d'un tel principe ne peut être nié, il n'est écrit nulle part que ce droit universel devrait impérativement s'exercer en France.

Et encore moins au détriment des Français. C'est pourtant le cas. Les présidents changent, le nombre de lits hospitaliers diminue, le coût des mutuelles complémentaires explose, mais n'importe quel clandestin se voit rapidement offrir un panel de soins comme il n'en existe dans aucun autre pays dans le monde. Entrez, c'est français, c'est gratuit !

Un rapport récent de l'Assemblée nationale [1] témoigne d'une hausse vertigineuse en vingt ans du nombre d'immigrés en situation irrégulière bénéficiant de l'Aide Médicale d'État (AME) dite de "droit commun" : 180 000 en 2003, 334 000 en 2019, et déjà 369 000 sur les neuf premiers mois de l'année 2020.

À ce nombre, on doit ajouter en 2019 au titre des AME dites d'urgence ou humanitaire environ 15 000 personnes. Ce dernier chiffre est une estimation, aucun service de l'État ne se montre capable de fournir une statistique fiable. Pour autant, ce chiffre de 15 000 bénéficiaires d'une aide dite d'urgence (souvent concernant des femmes enceintes) indique bien que les centaines de milliers d'autres clandestins ne sont pas soignés dans le cadre d'une "urgence".

A tous ces montants, il convient encore d'ajouter de 30 000 à 52 000 clandestins (personne ne sait combien exactement !) bénéficiant d'autres dispositifs de santé, alors qu'ils devraient réglementairement être rattachés à l'AME [2]. Au total, c'est sans doute un demi-million de clandestins qui profitent d'un ensemble de onze (!) dispositifs d'accès aux soins gratuits.

[1] [Rapport du 26 mai 2021 sur le budget, annexe 38 sur la santé](#).

[2] Ibid, pages 32, 38 et 40.